



LE RÉGIME FISCAL ET DYNAMIQUE DES ENTREPRISES DE PETITE TAILLE À MBUJIMAYI : ESSAI D'UNE ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SECTEUR FORMEL ET INFORMEL

BUJITU BUJITU Peter

Chef de Travaux à l'Université de Mwene-Ditu

KAPINGA ILUNGA Josée

Professeure des Universités de la RD Congo

MUKADI MABWE Jean Claude

Chef de Travaux à l'Université de Mwene-Ditu

MUMPAMBALA LUZOLO Didier

Professeur des Universités de la RD Congo

Université de Mwene-Ditu

Résumé : L'étude examine l'impact du régime fiscal sur la dynamique des entreprises de petite taille à Mbuji-Mayi, mettant en lumière les différences entre le secteur formel et informel. Bien que les MPE soient essentielles à l'économie de Mbuji-Mayi, elles font face à des charges fiscales souvent écrasantes, créant un dilemme pour maximiser leur potentiel sans être entravées par des réglementations lourdes. Les résultats révèlent que 78,7% des entreprises de petite taille perçoivent la fiscalité comme un obstacle à leur croissance, tandis que 58,6% considèrent le régime fiscal comme une incitation à rester dans l'informalité. De plus, 81,6% des répondants estiment que la pression exercée par le contrôle fiscal est trop forte, les poussant ainsi à choisir l'informalité pour éviter cette contrainte. Les analyses logistiques montrent que les bénéfices plus élevés rendent difficile la formalisation pour ces entreprises. Du point de vue de cette analyse, le régime fiscal actuel est perçu comme un frein au développement des MPE, et il est nécessaire d'envisager des bonnes réformes incluant des allègements de charges, des formalités et des incitations à la formalisation pour favoriser leur intégration dans l'économie formelle.

Mots-clés: micros et petites entreprises (MPE), Régime fiscal, dynamique, charges fiscales, perception fiscale, informalité, formalisation, etc.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18862962>

1. Introduction et présentation du problème

Le développement économique d'un pays dépend en grande partie de la santé de son tissu entrepreneurial, en particulier des micros et petites entreprises (MPE). À Mbuji-Mayi, ces entreprises représentent un levier essentiel pour la création d'emplois et la génération de revenus. Toutefois, leur dynamique est profondément influencée par les réglementations fiscales en vigueur, qui peuvent grandement affecter leur capacité à se développer. Les MPE à Mbuji-Mayi se trouvent ainsi confrontées à un dilemme: maximiser leur potentiel tout en respectant une charge fiscale souvent écrasante et encombrante. Au sein de ce contexte, il est important de distinguer le secteur formel, où les entreprises s'engagent à respecter des obligations fiscales et administratives, du secteur informel, où les acteurs économiques opèrent généralement sans déclaration de leurs activités. Bien que le secteur formel

bénéficie de plusieurs avantages tels que l'accès à des financements, à des marchés publics et des encadrements par les services de l'Etat, il est également entravé par la lourde charge fiscale qui peut miner ses chances de croissance. En revanche, le secteur informel, bien que moins régulé et plus précaire, présente des opportunités d'innovation et de développement qui échappent souvent aux rigueurs fiscales.

Vu que les deux formes d'entreprises évoluent dans deux sphères différentes, la possibilité de croissance reste également diamétralement opposée. Ainsi la problématique tourne autour de la question fondamentale suivante: dans quelle mesure le régime fiscal impacte-t-il le développement des MPE dans le secteur formel par rapport à celui du secteur informel? A cette préoccupation principale, s'ajoute Celle de savoir: quelles sont les différences majeures dans la dynamique des entreprises formelles et informelles sous l'influence du régime fiscal? Les entreprises formelles, en raison des lourdeurs fiscales, risquent de se retrouver désavantagées, et par surcroît leur croissance freinée. En effet, ce régime pourrait également décourager l'investissement et l'innovation, poussant certaines entreprises à opter pour le secteur informel. Cette approche soulève des questions essentielles sur l'équité et l'efficacité des politiques fiscales conçues pour maintenir et soutenir l'entrepreneuriat. Il est donc impératif d'explorer cette problématique afin de mieux comprendre les implications du régime fiscal sur la dynamique des MPE à Mbujimayi. Tout compte fait, cette situation permettra non seulement d'éclairer les décisions politiques sur les ajustements nécessaires, mais aussi d'aider les entreprises de cette catégorie à naviguer dans un environnement complexe où la fiscalité peut, paradoxalement, représenter un frein à l'essor de l'entrepreneuriat forme au profit de celui qui est informel.

1. Objectifs de l'étude

Dans le contexte économique actuel de Mbujimayi, il est essentiel de comprendre comment le régime fiscal influence le développement des micros et petites entreprises (MPE), tant dans le secteur forme que dans le secteur informel. Les différences dans ces dynamiques peuvent avoir des implications significatives pour le développement économique de la ville. Ainsi, cette étude vise à atteindre les objectifs suivants :

- ☞ Analyser l'impact du régime fiscal sur le développement des MPE dans le secteur formel ;
- ☞ Examiner l'impact du régime fiscal sur le secteur informel, tout en identifiant comment les obligations fiscales, ou leur absence affectent le comportement des entrepreneurs dans le secteur informel, notamment en termes de revenus, de stabilité et de durabilité ;
- ☞ Comparer les dynamiques des entreprises dans les secteurs formel et informel, c'est-à-dire, analyser les différences majeures entre les deux secteurs en matière de conformité fiscale, de performance économique.
- ☞ Recueillir les opinions des responsables d'entreprises formelles et informelles sur l'impact des politiques fiscales, leur compréhension du système fiscal et leur disposition à se conformer.

2. Revue de la littérature

Cette revue de la littérature est essentielle pour comprendre le contexte de cette étude. Elle examine les concepts clés en rapport avec les micros et petites entreprises, à la distinction entre le secteur formel et informel, ainsi qu'au régime fiscal.

☞ Micros et petites entreprises (MPE)

Les MPE sont indispensables dans l'économie d'un Pays, elles sont souvent considérées comme des moteurs de création d'emplois et de croissance. Les définitions varient selon les Pays et les organismes, mais en général, elles sont catégorisées selon leur taille, mesurée par le nombre d'employés ou le chiffre d'affaires. Dans le contexte de la RDC, les MPE représentent une part importante de l'activité économique et sont essentielles pour l'inclusion socio-économique. Selon (GeorgKuntze D. , 2012), les microentreprises sont définies comme des entreprises ayant moins de 10 employés et un chiffre d'affaire annuel n'excédant pas 2 millions d'Euros. il faut entendre, au plan fiscal (ministèrdesfinances, 2021), par entreprise de petite taille, l'ensemble de micro-entreprise et petite entreprise, quelle que soit sa forme juridique, qui réalise un chiffre d'affaire annuel inférieur à 80.000.000 de francs congolais. La micro-entreprise est toute entreprise qui réalise un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 10.000.000 de francs congolais. La petite entreprise est celle qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10.000.000 de francs congolais.

☞ Secteur formel et informel

Le secteur formel est constitué d'entreprises qui respectent les obligations légales, comme les déclarations fiscales et l'enregistrement. Ces entreprises ont accès à des services financiers et à des marchés publics. Pour (Jean-Marie Harribey, 2004) ; le secteur formel est un ensemble d'activités économiques réglementées et organisées, où les entreprises partagent des objectifs communs. Ce sont des activités officielles, reconnues par l'Etat et la statistique nationale en tient compte pendant l'évaluation du service public (Cornil, 1985). Dans la même logique (Christopher J Coyne, 2009), montre que le secteur formel est caractérisé par un réseau d'entreprises structuré autour de normes et objectifs communs, contribuant à l'économie organisée. En revanche, le secteur informel comprend des activités non déclarées, souvent caractérisées par l'absence de protection légale. Les entrepreneurs informels peuvent bénéficier de la flexibilité, mais ils sont souvent vulnérables face aux risques et à l'absence de ressources. Dans leur analyse sur l'économie informelle (Charmes & Adair, 2022), concluent que ce concept manque de clarté. Il existe une confusion persistante entre l'économie informelle, l'économie non observée et l'économie de l'ombre. C'est pourquoi (Schneider & Enste, 2003) notent que l'économie de l'ombre est souvent désignée de manière interchangeable comme économie souterraine, économie informelle ou économie parallèle.

Des travaux antérieurs, tels que ceux de (Portes & Haller, 2002), soulignent également la complexité de définir l'économie informelle, insistant sur son rôle dans la survie économique de nombreux individus, particulièrement dans les pays en développement. Les auteurs suggèrent que ces activités peuvent être à la fois une réponse à des contraintes économiques et un moyen d'accéder à des opportunités. D'autres chercheurs comme (Maloney, 2004), distinguent entre les différentes formes d'économie informelle, en accordant une attention particulière aux raisons pour lesquelles les individus choisissent d'évoluer dans ce secteur plutôt que dans l'économie formelle. Cette perspective renforce l'idée que le secteur informel est un concept multidimensionnel, influencé par des facteurs économiques, sociaux et institutionnels. Plusieurs études ont également exploité les dynamiques des MPE dans le contexte de la RDC et d'autres pays en développement, tel est le cas de (Mungulu, 2020) qui souligne que les MPME en RDC souffrent de contraintes financières substantielles dues à des politiques fiscales inefficaces et à un manque de ressources. Les résultats montrent que les entreprises formelles rencontrent des difficultés à se développer à cause de la lourdeur des obligations fiscales.

De sa part, (Tshibangu, 2018), met en évidence les différences entre les secteurs formel et informel. Selon cette étude, le secteur informel reste un refuge pour de nombreux entrepreneurs qui cherchent à échapper à des réglementations jugées trop strictes. Les entreprises informelles, bien qu'étant plus flexibles, ne bénéficient pas de la même protection juridique ni d'un accès équitable aux marchés. Pour mieux saisir la différence entre ces deux secteurs économiques, les critères de reconnaissance de (Kraiem, 2015), ci-dessous reste indispensable et complet.

Tableau 1 : Critères de reconnaissance du type d'entreprises

	Entreprise formelle	Entreprise informelle
Niveau technique	Fort niveau de valeur ajoutée des produits (+ de transformations)	Faible niveau de valeur ajoutée des produits (- de transformations)
	Fort niveau de capitalisation (+ de capital physique, installations, outils, technologie)	Faible niveau de capitalisation (- de capital physique, installations, outils, technologie)
Niveau pratique	Application au niveau interne des règles et normes institutionnelles du travail	Non-application au niveau interne des règles et normes institutionnelles du travail
	Entreprise enregistrée	Entreprise non-enregistrée
	Entreprise payant des taxes et impôts	Entreprise ne payant ni taxes ni impôts
	Entreprise détenant des règles et normes codifiées servant à la reconnaissance et à la résolution de problèmes	Entreprise n'ayant pas de règles et normes codifiées servant à la reconnaissance et à la résolution de problèmes
	Formalité de la structure	Non-formalité de la structure

	Formalité des objectifs	Non-formalité des objectifs
	Comptabilité régulière	Absence de comptabilité régulière
	Formation acquise en dehors du système d'éducation formelle	Formation acquise en dehors du système d'éducation formelle

Source : Mabrouk Kraiem

3. Causes principales de l'économie informelle

L'économie informelle représente un phénomène complexe et multidimensionnel et aussi important dans de nombreuses économies à travers le monde. Bien que souvent perçue comme un secteur marginal, elle est en réalité le reflet de diverses dynamiques sociales, économiques et politiques. Les causes sous-jacentes de l'informalité sont variées, et leur compréhension est essentielle pour élaborer des politiques efficaces. Dans cette section, il a été examiné les principales causes de l'économie informelles, en les enrichissant des idées de plusieurs auteurs clés dans le domaine.

1) Réglementation strictes

Des réglementations excessives et une bureaucratie lourde peuvent rendre l'accès aux marchés formels particulièrement difficiles pour les entrepreneurs. (Maloney&W., 2004), souligne que des exigences légales trop rigoureuses peuvent dissuader les individus de s'enregistrer officiellement, favorisant ainsi l'informalité comme un moyen d'échapper à ces contraintes. De plus, (Charmes, 2022), affirment que la rigidité des réglementations peut parfois soumettre les entrepreneurs à un environnement où les coûts et les risques perçus de la formalisation dépassent les bénéfices potentiels.

2) Coûts de création d'entreprise

Les frais associés à la création et au fonctionnement d'entreprises formelles, tels que les licences et les impôts, peuvent peser lourdement sur les nouveaux entrepreneurs. (Schneider&Enste, 2003), notent que ces coûts peuvent être prohibitifs, en particulier pour les petites entreprises, ce qui les pousse à fonctionner en dehors des cadres légaux. (Portes&Haller, 2002) ajoutent que les exigences financières pour se conformer aux réglementations peuvent créer une barrière à l'entrée pour ceux qui cherchent à innover et à développer leurs activités.

3) Manque d'accès aux financements

L'absence d'accès aux financements formels constitue une autre cause majeure de l'économie informelle. Comme dit précédemment par charmes et Adair, dans de nombreux contextes, les petites entreprises n'ont pas accès au crédit bancaire, les rendant vulnérables et dépendantes de sources de financement informelles.

4) Instabilité économique

Les conditions économiques instables et l'incertitude peuvent pousser les travailleurs vers l'économie informelle comme de subsistance. Dans les pays marqués par la crise économique, portes et Haller observent que le manque de confiance dans les institutions incite les individus à rechercher des opportunités informelles, qui semblent offrir plus de flexibilité et de résilience face à l'instabilité. Shneider et Enste appuient cette idée en notant que l'informalité devient une option pour ceux qui tentent de naviguer dans des environnements économiques défavorables.

5) Offre de travail précaire

Le manque d'emplois formels adaptés et la nécessité de trouver un emploi rapidement incitent les individus à accepter des positions informelles. Maloney cité ci-haut indique que, dans le contexte où les possibilités d'emploi formel sont réduites, l'informalité devient une solution pragmatique pour de nombreux travailleurs.

6) Culture Entrepreneuriale

Dans certains contextes, il existe une culture entrepreneuriale qui favorise les activités informelles. De fois, les traditions peuvent offrir un soutien social aux individus cherchant à démarrer des entreprises informelles.

7) Absence de protection sociale

L'absence d'un filet de sécurité sociale peut également renforcer la dépendance à l'informalité. Souvent, les individus qui n'ont pas accès à des prestations sociales ou à des assurances maladie sont davantage susceptibles de travailler dans l'économie informelle.

8) Dévalorisation du travail formel

Une perception négative des emplois formels peut pousser de nombreux individus vers des opportunités informelles. Dans les pays en développement, le constat observable est que les travailleurs estiment que le travail forme ne répond pas à leurs attentes en matière de sécurité ou de satisfaction, ils tentent de trouver des alternatives informelles pour leurs survies.

9) Fiscalité

La fiscalité d'ailleurs qui fait l'objet de cette étude, joue également un rôle important dans le développement de l'économie informelle. De taux d'imposition jugés trop élevés peuvent dissuader les entrepreneurs de formaliser leurs activités. Maloney l'a fait savoir dans son ouvrage cité précédemment, lorsque l'évitement fiscal est fréquent, les individus choisissent souvent l'informalité pour éviter les obligations fiscales. Pour être plus précis, voici un tableau qui résume les éléments mentionnés concernant les différentes causes de l'économie informelle et leur impact sur les entrepreneurs :

Causes de l'informalité	Description	références
Réglementations strictes	Des réglementations excessives et une bureaucratie lourde rendent l'accès aux marchés formels difficiles, incitant à l'informalité.	Maloney (2004), Chames & Adair (2022)
Coûts de création d'entreprise	Les frais associés à la création et au fonctionnement des entreprises formelles peuvent être prohibitifs, décourageant la formalisation.	Shneider & Enste (2003), portes & Haller (2002)
Manque d'accès aux financements	L'absence d'accès au crédit bancaire pousse les petites entreprises vers des sources de financement informelles, renforçant leur vulnérabilité.	Charnes & Adair (2022), Maloney (2004)
Instabilité économique	Des conditions économiques instables incitent les individus à rechercher des opportunités informelles, perçues comme plus flexibles face à l'incertitude.	Portes & Haller (2002), Schneider & Enste (2003)
Offre de travail précaire	Le manque d'emplois formels appropriés pousse les individus à accepter des emplois informels par nécessité	Maloney (2004), Charnes & Adair (2022)
Culture Entrepreneuriale	Une culture qui valorise les activités informelles offre un soutien social, mais peut également compromettre la durabilité et la sécurité sociale.	Portes & Haller (2002), Schneider & Enste (2003)
Absence de protection sociale	L'absence de prestations sociales incite les individus à travailler dans l'informalité, créant un cercle vicieux de précarité	Maloney (2004), Charnes & Adair (2022)
Dévalorisation du travail formel	Une perception négative des emplois formels pousse les individus à chercher des alternatives informelles, souvent perçues comme plus attrayantes.	Schneider & Enste (2003), portes & Haller (2002)
Fiscalité	Des taux d'imposition trop élevés et des systèmes fiscaux complexes dissuadent la formalisation, poussant les entrepreneurs à rester informels.	Maloney (2004), Charnes & Adair (2022), Schneider & Enste (2003)

Source : Auteur sur base de la théorie ci-haut

Ce tableau présente de manière structurée les causes de l'économie informelle, leurs implications et les sources qui soutiennent ces observations.

☞ Régime fiscal

Le régime fiscal désigne l'ensemble des règles, lois et politiques régissant la collecte des impôts et des taxes dans un pays ou une collectivité. Il comprend divers types d'impôts, tels que les impôts sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les impôts sur les sociétés et les différentes taxes. Chaque type d'impôt est associé à un taux qui peut être fixe, progressif ou proportionnel, variant selon les revenus, les catégories d'imposition et autres facteurs. L'assiette fiscale, qui fait référence à la base sur laquelle les impôts sont calculés, inclut les revenus, les bénéfices ou la valeur des biens. Certains régimes fiscaux prévoient des exemptions et des déductions fiscales, permettant de réduire le montant imposable, souvent dans le but de favoriser certaines activités économiques ou groupes sociaux. L'administration fiscale est l'organisme responsable de la collecte des impôts et de l'application des lois fiscales, et son efficacité peut influencer le niveau de conformité des contribuables. Les régimes fiscaux peuvent également être conçus pour atteindre divers objectifs, comme la redistribution des richesses, la promotion de l'investissement, ou le financement des services publics. Ces régimes sont souvent sujets à des réformes pour s'adapter aux changements économiques, sociaux et politiques, ainsi qu'aux besoins financiers d'un Etat. Un régime fiscal efficace doit donc trouver un équilibre entre la nécessité de générer des revenus pour le gouvernement et la minimisation des impacts négatifs sur l'économie et la société.

4. Cadre théorique

Le cadre théorique de cette étude repose sur plusieurs théories économiques clés qui aident à éclairer les dynamiques des micros et petites entreprises (MPE) et l'impact du régime fiscal sur leur développement. Parmi ces théories, les plus pertinentes incluent les théories de la croissance économique, la théorie de la dynamique entrepreneuriale et la théorie de l'économie informelle. Chacune de ces théories offre un angle d'analyse différent mais complémentaire pour comprendre la situation des MPE à Mbujimayi.

☞ Théorie de la croissance économique

Les théories de la croissance économique s'intéressent à la manière dont les économies se développent au fil du temps. Les modèles classiques, comme ceux de Solow (1956) et de (Romer, 1986) soulignent l'importance des facteurs de production (travail, capital et technologie) pour stimuler la croissance. L'accent est placé ici sur le rôle du capital humain et des investissements dans l'innovation, qui sont essentiels pour la croissance des MPE dans le secteur formel. Les théories de la croissance exogène, par exemple, insistent sur l'importance des institutions et des politiques publiques pour promouvoir un environnement de croissance. Dans le contexte de Mbujimayi, cela soulève des questions sur l'impact des politiques fiscales sur les investissements des entreprises et sur leur capacité à croître et à innover. Une fiscalité excessive ou mal adaptée peut en effet freiner les investissements dans le développement des compétences et des technologies nécessaires à la prospérité des MPE.

☞ Théorie de la Dynamique Entrepreneuriale

Cette théorie examine le comportement des entrepreneurs et les processus qui entourent la création et la gestion d'entreprises. Le modèle de (Gartner, 1988) et d'autres auteurs soulignent l'importance de la motivation entrepreneuriale, des opportunités de marché et des ressources disponibles, qui varient d'un secteur à l'autre. Dans le cas des MPE, la dynamique entrepreneuriale est souvent influencée par des facteurs contextuels, tels que l'accès au financement et à l'information, ainsi que par des éléments de réglementation, y compris le régime fiscal. Une telle approche permet d'analyser comment les entrepreneurs dans le secteur formel et informel prennent des décisions concernant leur structure d'exploitation de ces dynamiques entrepreneuriales est pertinente pour mettre en place des politiques publiques qui favorisent l'émergence d'un environnement entrepreneurial sain et dynamique.

☞ Théorie de l'économie informelle

Cette théorie se concentre sur la nature et la dynamique de l'économie informelle, qui constitue une part significative de l'économie dans de nombreux Pays en développement, y compris la République Démocratique du Congo. Les travaux de (Williams, 2013.) sur l'économie informelle suggèrent que des facteurs tels que la réglementation complexe, la lourdeur fiscale et l'absence de protection juridique incitent les entrepreneurs à opérer en dehors du cadre formel. L'impact du régime fiscal sur la décision des entrepreneurs de se formaliser ou non est donc un aspect central dans cette théorie. Les entreprises informelles, bien qu'elles bénéficient de flexibilité, sont souvent confrontées à des problèmes tels que l'accès limité aux marchés et aux financements. Par conséquent, une compréhension approfondie de cette dynamique peut éclairer les politiques fiscales qui pourraient réduire l'informalité tout en encourageant la participation pleine des MPE à l'économie formelle. En somme, le cadre théorique de cette étude met en avant l'interconnexion entre la croissance économique, la dynamique entrepreneuriale et l'économie informelle. Les théories sous-jacentes fournissent des outils analytiques pour évaluer comment le régime fiscal impacte la croissance des MPE, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. En intégrant ces perceptions théoriques, l'étude vise à proposer les recommandations pratiques qui pourront contribuer à un environnement entrepreneurial plus équitable et prospère à Mbujimayi.

5. Méthodologie

La méthodologie constitue le cœur de toute recherche, elle détermine la rigueur et la validité des résultats obtenus. Dans le contexte de cette étude, l'objectif principal est d'analyser l'impact du régime fiscal sur les micros et petites entreprises évoluant dans la ville de Mbujimayi, en République Démocratique du Congo. Pour ce faire, une approche méthodologique combinant les méthodes qualitatives (pour explorer les perceptions des entrepreneurs sur le régime fiscal, la complexité administrative et les problèmes rencontrés) et quantitatives (pour recueillir les données statistiques sur le régime fiscal des MPE et leur impact sur la croissance) a été adoptée afin de capturer une compréhension exhaustive des enjeux fiscaux rencontrés par ces entreprises.

1) Méthodes de collecte de données

Un questionnaire structuré est conçu, incluant les questions à choix multiples et les échelles d'évaluation pour mesurer la conformité fiscale, la perception des entrepreneurs concernant les lois fiscales, et les problèmes à la formalisation. Pour assurer la conformité des informations reçues, les enquêtes ont été menées en personne en vue d'inclure aussi un maximum de répondants. Ensuite des entretiens ont été réalisés avec un échantillon de chefs d'entreprise pour recueillir les informations qualitatives plus approfondies sur leurs expériences avec le système fiscal congolais.

2) Population et échantillonnage

La population cible de cette recherche comprend les MPE opérant dans la ville de Mbujimayi. Un échantillon stratifié est constitué pour s'assurer que différentes catégories d'entreprises (Micro et petite entreprises) soient représentées. Par surcroît, cet échantillonnage a été conçu selon les critères suivants :

- ☞ Taille de l'entreprise ;
- ☞ Secteur d'activité ;
- ☞ Ancienneté de l'entreprise.

3) Analyse des données

Les données quantitatives recueillies via les questionnaires sont analysées à l'aide du logiciel Stata pour identifier les relations entre le régime fiscal et la croissance des MPE. Dans la même perspective, les données qualitatives provenant des entretiens ont également été analysées à l'aide de l'analyse thématique, permettant d'identifier les tendances et les motifs récurrents au sein des réponses des entrepreneurs.

6. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

A Mbujimayi, les entreprises de petite taille jouent un important rôle dans l'économie de toute la communauté, mais elles sont confrontées à des obstacles majeurs liés à un régime fiscal complexe et contraignant. Cette étude

explore l'impact de la fiscalité sur la dynamique des MPE, en mettant en lumière les perceptions des entrepreneurs face à ces obstacles. En analysant ces perceptions il sera identifié les principaux problèmes de formalisation. Ce point fixe les idées sur les causes de l'informalité des EPT à Mbujimayi.

Tableau n° 2 : la répartition des enquêtés selon le sexe tabulate sexe, subpop(sexe)

sexe	Freq.	Percent	Cum.
M	118	67.82	67.82
F	56	32.18	100.00
Total	174	100.00	

Source : l'auteur sur base du logiciel stata

Le tableau ci-dessus, présente la répartition des enquêtés selon leurs sexes parmi une population de 174 entreprises. En effet, parmi les individus de ces entreprises, 118, soit 67,82% sont de sexe masculin, tandis que 56, soit 32,18% sont de sexe féminin. Ce qui montre une prédominance des hommes sur les femmes.

Tableau n° 3 : la répartition par tranche d'âge des responsables d'entreprises de petite taille à Mbujimayi tabulate age, subpop(age)

âge	Freq.	Percent	Cum.
18-25	93	53.45	53.45
26-33	10	5.75	59.20
34-41	28	16.09	75.29
42-49	22	12.64	87.93
50 et plus	21	12.07	100.00
Total	174	100.00	

Source : l'auteur sur base du logiciel stata

Les résultats de ce tableau renseignent que, parmi les enquêtés, la tranche d'âge de 18 à 25 ans est la plus représentée, avec 53,45%, contre celle de 26 à 33 ans qui reste la moins représentée, soit 5,75%. La lecture du tableau montre que les jeunes adultes dominent, malgré que les autres tranches d'âge apportent une richesse d'expérience au milieu entrepreneurial.

Tableau n°4 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude

Etude	Freq.	Percent	Cum.
Primaire	20	11.49	11.49
Secondaire	80	45.98	57.47
Universitaire	74	42.53	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Les données de ce tableau illustre la répartition des niveaux d'études des responsables d'entreprises de petite taille à Mbujimayi. On observe que 11,49% des dirigeants ont un niveau d'études primaire, tandis que 45,9% détiennent un diplôme de niveau secondaire, faisant de ce groupe la majorité. Par ailleurs, 42,5% des responsables possèdent un diplôme universitaire, ce qui témoigne d'une diversité de qualification au sein des micros et petites entreprises de la ville.

Tableau n°5 : Répartition des enquêtés selon leur ancienneté, tabulate ancienneté, subpop(ancienneté)

Ancienneté	Freq.	Percent	Cum.
1 à 5 ans	114	65.52	65.52
6 à 10 ans	40	22.99	88.51
10 ans et plus	20	11.49	100.00
Total	174	100.00	

Source : l'auteur sur base du logiciel stata

Il ressort de ce tableau que la majorité, soit 65,5% des dirigeants, disposent d'une ancienneté de 1 à 5 ans. Cela indique une ample présence de professionnels relativement récents dans leurs activités. Ensuite, 22,9% des responsables ont une ancienneté de 6 à 10 ans, ce qui suggère une certaine stabilité dans la gestion des entreprises. Enfin, seulement 11,4% des dirigeants exercent depuis plus de 10 ans, soulignant que l'expérience à long terme reste minoritaire parmi les entreprises.

Tableau n°6 : Répartition des enquêtés selon leur activité, tabulate sectdactivité, subpop(sectdactivité)

Sect. d'activité	Freq.	Percent	Cum.
Vente	123	70.69	70.69
Service	51	29.31	100.00
Total	174	100.00	

Source : l'auteur sur base du logiciel stata

On observe dans ce tableau que la majorité, soit 70,6% opère dans le secteur la vente, indiquant une forte concentration d'entreprises orientées vers la commercialisation de produits. En revanche, 29,3% des entreprises de petite taille travaillent dans le secteur des services, ce qui témoigne d'une présence significative, bien que minoritaire. Ainsi, la prépondérance des activités de vente dans cette population souligne une dynamique commerciale essentielle au développement économique de Mbujimayi, tandis que le secteur des services, bien que moins représenté, joue également un rôle important aux côtés du secteur de la vente.

Tableau n°7 : Répartition des enquêtés selon le nombre d'employés, tabulate nbreempl, subpop(nbreempl)

nbre empl	Freq.	Percent	Cum.
1 à 5	131	75.29	75.29
6 à 10	33	18.97	94.25
11 à 15	10	5.75	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Il en ressort de ces données que la majorité des entreprises de petite taille, soit 75,2%, comptent entre 1 à 5 employés, ce qui indique une prédominance des très petites structures. Ensuite, 18,9% des entreprises emploient entre 6 à 10 personnes, tandis que seulement 5,7% ont entre 11 à 15 employés.

Tableau n° 8 : Répartition des enquêtés selon leur statut, tabulate statut, subpop(statut) sort

Statut	Freq.	Percent	Cum.
Formel	102	58.62	58.62
Informel	72	41.38	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Il apparait de ce tableau que 58,6% des entreprises sont enregistrées comme formelles, ce qui indique un certain degré de régularité et de conformité aux normes légales. En revanche, 41,3% des entreprises opèrent dans le secteur informel, soulignant une présence significative d'entreprises non enregistrées. Ainsi, la situation se caractérise par une majorité d'entreprises formelles, mais également par une proportion identifiée d'entreprises informelles, ce qui reflète les dynamiques variées au sein du tissu économique de la ville de Mbujimayi.

Tableau n° 9 : Identification des enquêtés selon le type d'imposition, tabulate txdimpôt, subpop(txdimpôt) sort

Tx d'impôt	Freq.	Percent	Cum
1 à 2%	81	46.55	46.55
7% et plus	64	36.78	83.33
3 à 4%	22	12.64	95.98
5 à 6%	7	4.02	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Il se montre clairement dans ce tableau que 46,5% des entreprises paient un taux d'imposition compris entre 1 à 2%, ce qui constitue la majorité et peut refléter une structure fiscale favorable pour les petites entreprises. Ensuite, 36,7% des entreprises sont soumises à des taux d'imposition de 7% et plus, ce qui indique une pression fiscale plus significative pour un bon nombre d'entre elles. Par ailleurs, 12,6% des entreprises appliquent des taux compris entre 3 à 4%, tandis que seulement 4,02% se situent entre 5 à 6%.

Tableau n° 10 : Identification des enquêtés selon le type d'impôt, tabulate typedimp, subpop(typedimp) sort

Type d'imp	Freq.	Percent	Cum.
IBP et profit	75	43.10	43.10
Non-paiement	58	33.33	76.44
Taxes	41	23.56	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Il s'avère que 43,1% des entreprises s'acquittent à la fois de l'impôt sur le bénéfice (IBP) et des impôts sur le profit, reflétant une certaine conformité fiscale. En revanche, 33,3% des entreprises déclarent un non-paiement d'impôts pour cause d'informalité, ce qui soulève des questions sur leur viabilité et leur intégration dans le système fiscal. Enfin, 23,5% des entreprises se calent dans le cadre des taxes, indiquant une diversité dans leurs obligations fiscales.

Tableau n° 11 : Identification des enquêtés selon les avantages fiscaux, tabulate avfiscaux, subpop(avfiscaux) sort

Av fiscaux	Freq.	Percent	Cum.
Non	109	62.64	62.64
Oui	65	37.36	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Ce tableau présente la répartition des entreprises de petite taille à Mbujimayi selon la perception des avantages fiscaux. Il ressort de ce tableau que 62,6% des responsables d'entreprises ne bénéficient pas d'avantages fiscaux, ce qui pourrait indiquer une conformité générale sans recours à des allègements fiscaux. En revanche, 37,3% des entreprises déclarent bénéficier d'avantages fiscaux, ce qui suggère que les entreprises peuvent avoir accès à des mesures incitatives susceptibles de favoriser leur croissance.

Tableau n° 12 : Influence de la fiscalité sur la décision d'investissement, tabulate fiscetinv, subpop(fiscetinv) sort

Fisc et inv	Freq.	Percent	Cum.
Négativement	137	78.74	78.74
Positivement	25	14.37	93.10
Neutre	12	6.90	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Le résultat de ce tableau montre la perception des responsables d'entreprises de petite taille à Mbujimayi sur l'impact de la fiscalité et de l'investissement. Il en ressort que 78,7% des entreprises perçoivent cet impact de manière négative, indiquant une inquiétude générale face à la charge fiscale et à ses effets sur leurs activités. En revanche, 14,3% des responsables considèrent cet impact comme positif, ce qui suggère que certaines entreprises voient des opportunités dans le cadre fiscal actuel. Enfin, 6,9% des répondants attribuent une position neutre à cette question.

Tableau n° 13 : Perception des enquêtés sur le contrôle fiscal, tabulate contrfisc, subpop(contrfisc) sort

Contrôle fiscal	Freq.	Percent	Cum.
Fréquent et contraignant	142	81.61	81.61
Absent	17	9.77	91.38
Rare et gérable	15	8.62	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Il ressort de ce tableau que 81,6% des entrepreneurs jugent ce contrôle comme fréquent et contraignant, ce qui souligne une pression significative exercée par autorités fiscales sur les entreprises. Il sied de remarquer que cette situation justifie la tracasserie que les agents fiscaux imposent aux contribuables. En revanche, 9,7% estiment que le contrôle fiscal est absent, indiquant une absence de surveillance qui pourrait poser des risques de non-conformité. Par conséquent, cette pression pousse certaines entreprises à basculer vers l'économie informelle en quête de plus de flexibilité. Enfin, 8,6% des responsables trouvent que le contrôle est rare et gérable, ce qui suggère que certaines entreprises arrivent à naviguer efficacement dans ce cadre.

Tableau n° 14 : Raison de l'informalité ou formalité des EPT, tabulate raisondinfo, subpop(raisondinfo) sort

Raison d'info	Freq.	Percent	Cum.
Oui	102	58.62	58.62
Non	24	13.79	72.41
Autres réponses	48	27.59	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Ce tableau montre que 58,6% des répondants affirment que la fiscalité est un motif d'informalité. En outre, 13,7% des enquêtés déclarent avoir une opinion contraire sur la question. Par ailleurs, 27,5% ont fourni d'autres réponses, indiquant une incertitude ou une diversité de facteurs. Cette situation met en lumière un mélange de perceptions concernant l'informalité bien qu'une majorité donne des raisons fiscales, la proportion de réponses indécises ou alternatives souligne la complexité des motivations qui influencent le choix d'un statut informel.

Tableau n° 15 : Evolution des bénéfices des EPT les deux dernières années, tabulate nivcroisBén, subpop(nivcroisBén) sort

Niveaux crois Bén	Freq.	Percent	Cum.
Diminution	109	62.64	62.64
Augmentation	46	26.44	89.08
Stagnation	19	10.92	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

L'analyse de ce tableau montre que 62,6% des entreprises signalent une diminution de leur performance, ce qui indique une préoccupation majeure face à des résultats en déclin. Par contre, 26,4% des répondants déclarent avoir constaté une augmentation, soulignant une dynamique positive pour une part significative des entreprises. Enfin, 10,9% des entreprises mentionnent une stagnation, ce qui témoigne d'une situation neutre.

Tableau n° 16 : Perception des EPT sur la formalisation et ou sur l'investissement, tabulate formalisat, subpop(formalisat) sort

Formalisat	Freq.	Percent	Cum.
Oui	90	51.72	51.72
Non	84	48.28	100.00
Total	174	100.00	

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Il se dégage du tableau ci-haut que 51,7% des entreprises, soit 90 répondants, sont prêts à franchir le pas vers la formalisation. En revanche, 48,2% des entreprises, représentant 84 répondants, choisissent de rester dans le secteur informel. Cette situation est d'autant plus significative lorsque l'on considère que le tableau n° 11 révèle qu'il n'existe pas d'avantages fiscaux notables, que les entreprises soient formelles ou informelles.

6.1 Variable quantitative

Tableau n° 17 : Evolution du chiffre d'affaires des EPT, summarize CA

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
CA	174	1537.874	1854.776	100	8500

Source : auteur sur base du logiciel Stata

Le tableau résume les données relatives au chiffre d'affaires (CA) des entreprises de petite taille à Mbujimayi. On observe que 174 observations ont été prises en compte. La moyenne du chiffre d'affaires s'établit à 1537,87 unités, ce qui témoigne d'un niveau de revenus significatif pour ces entreprises. Par ailleurs, la dispersion des chiffres d'affaires est illustrée par un écart-type de 1854,78, indiquant une variabilité considérable des revenus parmi les entreprises. De plus, le chiffre d'affaires minimal observé est de 100 unités, tandis que le chiffre d'affaires maximal atteint 8500 unités.

Tableau n° 18 : Etude corrélative des variables

	statut	txdimpôt	typedimp	avfisc~x	fiscet~v	contrf~c	raison~o	nivcro~n	formal~t
statut	1.0000								
txdimpôt	0.6693	1.0000							
typedimp	0.8483	0.8088	1.0000						
avfiscaux	0.3111	0.2874	0.4209	1.0000					
fiscetinv	0.1123	0.1016	0.1166	0.0560	1.0000				
contrfisc	0.3280	0.3309	0.3308	0.1941	0.0733	1.0000			
raisoninfo	-0.7032	-0.7279	-0.7974	-0.4563	-0.0970	-0.4175	1.0000		
nivcroisBén	-0.5230	-0.5940	-0.5944	-0.2653	-0.0912	-0.3214	0.6768	1.0000	
formalisat	0.1691	0.2091	0.2306	0.2468	-0.0183	0.0063	-0.3563	-0.2298	1.0000

Source : le logiciel Stata

Il se montre que ce tableau de corrélation présente des relations entre plusieurs variables, permettant d'évaluer les liens potentiels qui les unissent. Avant toutes choses, il est essentiel de noter que les corrélations entre les différentes variables sont exprimées par des coefficients variant de -1 à 1. Un coefficient proche de 1 indique une forte corrélation positive, tandis qu'un coefficient proche de -1 suggère une forte corrélation négative. En analysant les résultats du tableau, on observe que la variable statut est corrélée significativement avec le taux d'imposition (0,669), suggérant qu'un changement du statut (formel vers informel) pourrait être associée à une hausse du taux d'imposition. De plus, le lien entre avantages fiscaux et type d'impôt est particulièrement marqué, avec un coefficient de 0,848. Ce qui implique que les variations dans les avantages fiscaux sont étroitement liées aux variations dans type d'impôt. Par ailleurs, on remarque des corrélations plus faibles, comme celle entre la décision d'investissement et le contrôle fiscal (0,07), indiquant qu'il existe peu ou pas de relation entre ces deux variables. En outre, la corrélation entre la raison d'informalité et le niveau de croissance du bénéfice (0,67) est significative, ce qui souligne une relation positive entre ces variables. Dans le même contexte, la variable statut présente une corrélation avec la formalisation de 0,16, indiquant une association faible mais positive, tandis que les liens entre d'autres variables comme statut d'entreprises et niveau de croissance (-0,52), une corrélation négative, montrant qu'il n'y a pas de lien entre les deux variables.

6.2. Régression simple regress statut txdimpôt

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	174
Model	18.9054213	1	18.9054213	F(1, 172)	=	139.55
Residual	23.3014752	172	.135473693	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.4479
				Adj R-squared	=	0.4447
Total	42.2068966	173	.2439705	Root MSE	=	.36807

statut	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
txdimpôt	.2403583	.0203467	11.81	0.000	.2001969 .2805196
_cons	.8584826	.0546655	15.70	0.000	.7505809 .9663843

Source : logiciel Stata

On note que le tableau de régression ci-haut présente les résultats d'une analyse menée sur 174 observations. Les résultats montrent que le modèle est statistiquement significatif, avec une P-value inférieure à 0,01. Ce qui signifie que la relation entre le taux d'imposition et le statut n'est pas due au hasard. La valeur de R² est de 36,07%, ce qui indique que le modèle explique environ un tiers de la variance du statut en fonction du taux d'imposition. En d'autres termes, une part importante des variations du statut peut être attribuée au taux d'imposition, bien que d'autres facteurs influencent également cette relation. C'est-à-dire, lors que le taux d'imposition augmente, il pousse certaines EPT de basculer dans l'informalité. Notons également que le

coefficient du taux d'imposition est de 0,2403583 avec un écart-type de 0,203467. Ce qui explique qu'une augmentation d'une unité du taux d'imposition est associée à une augmentation significative du statut. Ce résultat renforce l'idée qu'il existe une relation positive entre les deux variables. Le modèle économétrique est pour ce faire donné par :

$$Y = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \varepsilon$$

$$\text{Statut} = 0,8584 + 0,24035 \text{ Txdimpot}, \text{ regress statut nivcrois Bén}$$

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	174
Model	11.5469252	1	11.5469252	F(1, 172)	=	64.78
Residual	30.6599713	172	.178255647	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.2736
				Adj R-squared	=	0.2694
Total	42.2068966	173	.2439705	Root MSE	=	.4222

statut	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
nivcroisBén	-.2955524	.0367217	-8.05	0.000	-.3680356	-.2230691
_cons	2.111908	.0924562	22.84	0.000	1.929413	2.294403

Comme analysé ci-haut, sur 174 observations, le modèle révèle une relation significative entre le statut et le niveau de bénéfice, avec une P-value inférieure au seuil de 1%. Le modèle est expliqué à seulement 27,36%, soit un quart de la variance observée dans le statut. Le modèle économétrique est pour ce faire donné par :

$$Y = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \varepsilon$$

$$\text{statut} = 2,1119 - 0,29555 \text{ nivcroisBén}$$

Le coefficient associé au niveau de bénéfice est significatif, et son écart-type est de 0,0367. Ce qui explique qu'une variation dans le niveau de bénéfice a un impact sur le statut des entreprises de petite taille (EPT). En d'autres termes, le niveau de bénéfice varie en fonction du statut de l'entreprise (formelle ou informelle). regress statut raisondinfo

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	174
Model	20.8726016	1	20.8726016	F(1, 172)	=	168.28
Residual	21.334295	172	.124036599	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.4945
				Adj R-squared	=	0.4916
Total	42.2068966	173	.2439705	Root MSE	=	.35219

statut	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
raisondinfo	-.4046159	.031191	-12.97	0.000	-.4661824	-.3430495
_cons	2.423008	.0822522	29.46	0.000	2.260654	2.585361

Source : logiciel Stata

Il se dégage de cette analyse que les résultats sont significatifs concernant la relation entre la raison d'informalité des entreprises et le statut. Avec une P-value inférieure au seuil de 1%, ceci explique également que la relation observée est statistiquement significative. Par ailleurs, le coefficient de détermination R^2 est de 0,494, ce qui

signifie que le modèle explique environ 49,4% de la variance du statut. Cela témoigne d'une relation significative entre la raison ou cause de l'informalité des EPT (le taux d'imposition) et le statut, tout en laissant entendre aussi qu'il existe d'autres facteurs non inclus dans le modèle qui pourraient influencer cette variable endogène (statut).

6.3. Régression Multiple

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	174
Model	31.2720322	10	3.12720322	F(10, 163)	=	46.62
Residual	10.9348643	163	.067085057	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.7409
				Adj R-squared	=	0.7250
Total	42.2068966	173	.2439705	Root MSE	=	.25901

statut	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
étude	-.0733541	.0296258	-2.48	0.014	-.131854	-.0148542
txdimpôt	-.0372292	.0257711	-1.44	0.150	-.0881174	.013659
sectdactivité	.0239085	.0439999	0.54	0.588	-.0629747	.1107917
typedimp	.3238769	.0305816	10.59	0.000	.2634897	.3842641
avfiscaux	-.0764673	.0470411	-1.63	0.106	-.1693557	.0164211
fiscetinv	.0107384	.0435908	0.25	0.806	-.0753372	.0968139
contrfisc	.0366035	.0351368	1.04	0.299	-.0327786	.1059855
raisondinfo	-.064334	.046498	-1.38	0.168	-.1561501	.0274822
nivcroisBén	-.0071168	.0313797	-0.23	0.821	-.06908	.0548464
formalisat	-.0243452	.0434757	-0.56	0.576	-.1101933	.061503
_cons	1.18445	.2577301	4.60	0.000	.6755294	1.69337

Source : logiciel Stata

L'analyse de ce tableau montre que la valeur de F (46,62) avec une significativité de P-value inférieure également au seuil de 1%, situation qui prouve que le modèle dans son ensemble est statistiquement significatif, suggérant que les variables explicatives sont généralement pertinentes pour expliquer la variable dépendante. En effet, l'analyse donne R² ajusté de 49,14% de la variance de la variable dépendante, ce qui est expliquée par le modèle. En d'autres termes, ceci témoigne d'une relation importante, bien qu'il reste 50,86% de la variance potentiellement expliquée par d'autres facteurs non inclus dans l'analyse.

6.4. Régression Multiple corrigée

Regress statut étude txdimpôt typedimp typedimp avfisciaux raisondinfo note: typedimp omitted because of collinearity

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	174
Model	31.1304219	5	6.22608438	F(5, 168)	=	94.43
Residual	11.0764747	168	.065931397	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.7376
				Adj R-squared	=	0.7298
Total	42.2068966	173	.2439705	Root MSE	=	.25677

statut	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
étude	-.0723901	.0292882	-2.47	0.014	-.1302105	-.0145698
txdimpôt	-.0353851	.0251765	-1.41	0.162	-.0850882	.014318
typedimp	.3259526	.0300795	10.84	0.000	.2665702	.3853351
typedimp	0	(omitted)				
avfisciaux	-.0818116	.0460678	-1.78	0.078	-.172758	.0091349
raisondinfo	-.0726912	.0400797	-1.81	0.072	-.1518159	.0064336
_cons	1.248452	.1928803	6.47	0.000	.867671	1.629234

Source : logiciel Stata

Après avoir élagué d'autres variables dans le modèle, il sied de noter que la P-value est de 0,0001, ce qui montre que le modèle est globalement significatif, indiquant que les variables incluses ou retenues, contribuent de manière significative à l'explication de la variable dépendante ; le statut. Le modèle économétrique est pour ce faire donné par :

$$Y = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \varepsilon$$

$$Statut = 1,248 - 0,07239 \text{ étude} + 0,3259 \text{ Typedimp}$$

Le modèle est expliqué 73,76% de la variance du statut, ce qui explique des relations significatives, mais laisse encore une partie de la variance inexpliquée. Concernant les coefficients, la variable « étude » montre un effet négatif significatif sur le statut d'entreprises (coefficient de -0,07239, avec P-value inférieure au seuil de 5%), indiquant qu'une diminution d'une unité dans le niveau d'étude est associée à une légère hausse du statut. En outre, le type d'impôt a un effet positif sur le statut avec un coefficient de 0,3259 et P-value inférieure au seuil de 1%, ce qui montre que la variable type d'impôt explique le statut d'entreprises, c'est-à-dire, qu'une augmentation d'une unité dans le type d'impôt est associée à une variation de statut. En revanche, les avantages fiscaux et les raisons de formalité expliquent de manière relative le statut d'entreprises (au seuil de 10%).

6.5 Analyse logistique, logistic statut nivcroisBén

Logistic regression	Number of obs	=	174
	LR chi2(1)	=	27.30
	Prob > chi2	=	0.0000
Log likelihood = -104.36011	Pseudo R2	=	0.1157

statut	Odds Ratio	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
nivcroisBén	.1768753	.0645915	-4.74	0.000	.0864619	.3618343
_cons	2.393555	.4680627	4.46	0.000	1.631511	3.511535

Note: _cons estimates baseline odds.

Ce tableau présente les résultats d'une régression logistique réalisée sur 174 observations. La statique du chi-carré (27,30) avec une valeur de P-value inférieure au seuil de 1% qui est très significatif, ceci indique que le modèle dans son ensemble est pertinent et que les variables explicatives ont un impact significatif sur la variable dépendante, qui est ici le statut. Le pseudo R^2 de 0,1157 suggère que le modèle explique environ 11,57% de la variance du statut, bien que cela indique également qu'il y a d'autres facteurs non pris en compte. En ce qui concerne les coefficients et les ratios de cotes (Odds Ratios), il est à constater un effet négatif significatif avec un ratio de côtes de 0,176743, ce qui signifie qu'une augmentation de la variable bénéfice est associée à une diminution des chances d'appartenir à la catégorie de statut positive (formel). En d'autres termes, les entreprises qui réalisent de bénéfices énormes ont une faible chance d'appartenir au secteur formel, soit 17,67%. Contre 82,33% d'entreprises ayant un niveau de croissance de bénéfice élevé bascule dans le secteur informel.

DISCUSSION

Les résultats de cette étude révèlent des aspects importants sur la structure des entreprises de petite taille à Mbujimayi, en mettant en lumière les relations entre le statut des entreprises (formel et informel) et divers facteurs, notamment le sexe, l'âge des responsables, le niveau d'études, l'ancienneté, l'activité économique, la fiscalité et autres éléments pertinents.

Tout d'abord, la répartition selon le sexe montre une majorité d'hommes (67,8%), ce qui est en adéquation avec d'autres études comme celles de (Brix&al, 2015), qui soulignent que les femmes sont souvent sous-représentées dans les secteurs d'entrepreneuriat formel. Ce déséquilibre peut avoir des implications sur la dynamique de gestion au sein des entreprises, car des équipes diversifiées sont souvent plus innovantes (Miller&Triana, 2009).

Concernant l'âge des responsables d'entreprises, la majorité se situe entre 18 et 25 ans (53,4%), soulignant une forte présence de jeunes entrepreneurs. Ce résultat corrobore les travaux de (Castaño&Gómez, 2018), qui notent que les jeunes entrepreneurs sont souvent plus audacieux, bien que leur manque d'expérience puisse freiner leur succès à long terme.

Les résultats de l'étude indiquent également une diversité des niveaux d'études, avec 45,9% détenant un diplôme de niveau secondaire et 42,5% un diplôme universitaire. Cette diversité peut contribuer à une meilleure gestion des entreprises, comme le mentionne (Fairlie, 2013), qui souligne que des niveaux d'éducation plus élevés sont souvent associés à de meilleures performances entrepreneuriales.

Concernant l'ancienneté, une majorité, soit 65,5% d'entreprises possède moins de 5 ans d'expérience, ce qui peut expliquer la prédominance d'entreprises encore en phase de croissance.

La répartition des activités montre que 70,6% des entreprises évoluent dans le secteur de la vente, ce qui est corroboré par (ReyMéda&Paci, 2018), soulignant que ce secteur est souvent plus accessible pour les nouveaux entrepreneurs en raison des faibles barrières à l'entrée.

Du point de vue fiscal 46,5% des entreprises paient un taux d'imposition compris entre 1 et 2%. Néanmoins, 78,7% des répondants jugent la fiscalité comme ayant un impact négatif sur leurs décisions d'investissement, un point également observé par (Barlow, 2016), qui conclut que des taux d'imposition élevés peuvent dissuader la formalisation.

Un aspect important est la perception de la fiscalité comme motif d'informalité, citée par 58,6% des répondants. (Schneider, 2012), indique que la complexité des régimes fiscaux peut encourager l'expansion de l'économie informelle.

Pour mieux comprendre les déterminants qui influencent le statut formel ou informel des entreprises, une analyse logistique a été réalisée. Les résultats montrent que le modèle est globalement significatif, avec une statistique du chi-carré de 27,3 (P-value inférieure au seuil de 1%). Ce qui justifie que les variables explicatives ont un impact significatif sur le statut des entreprises à Mbujimayi.

Le pseudo R^2 de 0,1157 suggère que le modèle explique environ 11,57% de la variance du statut, ce qui indique qu'il existe d'autres facteurs non inclus dans l'analyse. ce résultat souligne la complexité des dynamiques économiques et appelle à intégrer des variables supplémentaires pour appuyer des prochaines analyses. De nombreuses études, telles que de (Woldie&Leighton, 2008), ont observé des résultats similaires, indiquant que

des modèles de régression peuvent ne pas capturer la totalité des dynamiques en jeu dans les économies informelles.

Un aspect marquant de cette étude est l'effet négatif significatif des bénéfices sur l'appartenance au secteur formel. Le ratio de côtes de 0,176743 suggère qu'une augmentation des bénéfices diminue les chances d'une entreprise d'opérer dans le régime formel, avec seulement 17,6% de chances d'appartenir à ce secteur. Ce phénomène remet en question l'idée selon laquelle une rentabilité plus élevée favorise la formalisation.

Des études comme celle de (LaPorta&Shleifer, 2014), corroborent ces résultats, soulignant que les entreprises générant des bénéfices importants choisissent souvent d'évoluer dans l'informalité pour échapper aux lourdeurs administratives et aux charges fiscales élevées. Retenons que cette situation évoque le paradoxe de la rentabilité, où la prospérité semble pointer vers une marginalisation dans le secteur formel.

En parallèle, (Husmanns, 2004) a mis en avant que le secteur informel, loin d'être un simple refuge pour les entreprises en difficulté, représente une structure durable pour de nombreuses entreprises prospères dans les économies émergentes. Ce constat rejoint celui de (DeSoto, 2000), qui affirme que les obstacles réglementaires poussent de nombreuses entreprises potentiellement rentables à éviter la formalisation. Les entrepreneurs préfèrent souvent rester dans l'informalité pour bénéficier d'une plus grande flexibilité.

Recommandation

Au regard de la problématique analysée concernant l'impact du régime fiscal sur la croissance des micros et petites entreprises (MPE) à Mbujimayi, il est essentiel de formuler plusieurs recommandations stratégiques suivantes :

- ☞ Les autorités urbaines doivent œuvrer à simplifier le cadre fiscal (pour les impôts et taxes se trouvant dans leur compétence) pour les MPE en vue d'inclure la réduction des formalités administratives et la mise en place de modalités d'imposition adaptées à la capacité financière de cette catégorie d'entreprises ;
- ☞ Mettre en place des incitations fiscales pour les entreprises qui choisissent de se formaliser. En d'autres termes, accorder des exonérations temporaires ou de réductions de taux d'imposition pour encourager l'inscription des MPE au registre formel ;
- ☞ Créer des programmes de formation et d'éducation continus sur les obligations fiscales, à destination des entrepreneurs, afin d'améliorer leur compréhension du système fiscal et de les inciter à rejoindre le secteur formel ;
- ☞ Établir un mécanisme (quartiers fiscaux) de contrôle fiscal qui soit à la fois rigoureux et collaboratif (psychologie fiscale). C'est-à-dire, mettre en place des agents de l'Etat disponibles pour répondre clairement aux questions des entrepreneurs tout en s'assurant de la conformité fiscale ;
- ☞ Encourager le système du guichet unique en vue de simplifier la bureaucratie et les formalités fiscales pouvant décourager bon nombre d'entrepreneurs ; en plus réduire la complexité administrative dans le souci d'inciter davantage les entreprises à se formaliser ;
- ☞ Investir dans des systèmes de gestion d'information fiscale en ligne pour faciliter les déclarations d'impôts et améliorer les services offerts aux entrepreneurs, surtout dans les milieux en développement ;
- ☞ Encourager des recherches continues sur la dynamique du secteur formel et informel afin de mieux comprendre l'évolution des MPE, les obstacles qu'elles rencontrent, et les solutions potentielles viables pour stimuler leur croissance.

CONCLUSION

L'analyse du régime fiscal et de la dynamique des entreprises de petite taille à Mbuji-Mayi révèle des tensions significatives entre la formalisation et l'informalité. La majorité des entreprises opérant dans le secteur formel semblent bénéficier d'un cadre réglementaire qui, bien que complexe, favorise une certaine forme de conformité. Toutefois, une proportion notoire d'entreprises choisit d'évoluer dans l'informalité, souvent en raison des pressions fiscales et de la perception négative de l'impact de la fiscalité sur leurs activités. Les résultats de cette étude montrent que près de 78,7% d'entreprises perçoivent la fiscalité de manière négative comme l'a démontré (Bujitu & al., 2025) et qu'une forte majorité d'entre eux (58,6%) identifient le régime fiscal comme un motif d'informalité. Ce qui justifie la nécessité d'une réforme fiscale qui soit non seulement équitable mais aussi inspirée par la réalité sur terrain. Pour que les MPE de Mbuji-Mayi puissent prospérer dans un cadre formel, il est impératif que les décideurs politiques revoient leurs stratégies fiscales et adoptent des mesures pragmatiques. La mise en œuvre de ces recommandations pourrait transformer significativement le paysage entrepreneurial de la province, permettant aux MPE de contribuer pleinement à l'économie de la ville tout en assurant leur durabilité.

Références Bibliographiques

- Barlow. (2016). *The influence of taxation on entrepreneurial behavior*. (Vol. 69(4),). Journal of Business Research,.
- Brix i & al. (2015). *Gender and entrepreneurship in the Arab region: A study of women business owners in the MENA region*. World Bank Policy Research Working Paper.
- Bujitu & al. (2025). fiscalité et croissance des entreprises de petite taille dans la ville de mbujimayi.IRS, vol.3, N°.6, Décembre
- Castaño & Gómez. (2018). *Youth entrepreneurship: A latent trait or a social context?* (Vol. 50(3),). Youth & Society,.
- Charmes. (2022). *L'économie informelle, Une revue de la littérature des cinquante dernières années*. Journal of Economic Perspectives,.
- Charmes & Adair. (2022). Understanding the informal economy, international labour review, Genève, vol 161
- Christopher J. Coyne. (2009). *Liberty and Institution*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Cornil, J. (1985). *lexique thématique de la comptabilité*. Paris: 2ème édition.
- De Soto, H. (2000). "The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else" . (1. édition, Éd.) Basic Books, New york, 1-320.
- Fairlie. (2013). *Race and entrepreneurial success: Black-, Asian-, and white-owned businesses in the United States*. United States.: MIT Press.
- Gartner. (1988). *Who is an entrepreneur? Is the wrong question*. , (Vol. 12(4),). American Journal of Small Business.
- Georg Kuntze, D. (2012). *Micro-entreprises et PME en Europe*. Paris: L'Harmattan.
- Georg Kuntze, D. G. (2012,). *Micro-entreprises et PME en Europe*:. Paris: L'Harmattan.
- Husmanns. (2004). "Defining and Measuring the Informal Economy: Conceptual and Operational Issues". *Studies in the Informal Economy*, 3(2), Genève, 11-38.
- Jean-Marie Harribey. (2004). *Économie et Société*. Paris: la découverte.
- Kraiem, M. (2015). *Les dynamisations des micro-entreprises dans les PMA: une relecture de l'économie informelle manufacturière au Mali*. Mali: HAL.
- La Porta & Shleifer. (2014). "The Unofficial Economy and Economic Development". *Brookings Papers on Economic Activity* (1), washington D.C..1-45.
- Maloney & W. (2004). *L'informalité revisitée*. *World Development*, Oxford, Vol32, numéro 7 .
- Miller & Triana. (2009). *Evolving debates in diversity and entrepreneurship: The role of women and minorities*. (Vol. 33(2),). Entrepreneurship Theory and Practice,.
- ministère des finances. (2021). *Code des impôts*. kinshasa: RDC.
- Mungulu, L. (2020). Dynamics of MSMEs in developing countries: the case of DRC, African development review, Addis-Abeba, volume 32, n°2
- Portes & Haller. (2002). *L'économie informelle : Entre nouvelles technologies et nouvelle économie*. The Sociological Quarterly,.

- Rey Méda & Paci, L. (2018). *Start-ups in the retail sector: Why they often fail?* (Vol. 46(6),). International Journal of Retail & Distribution Management,.
- Romer. (1986). *Increasing returns and long-run growth*. (Vol. 94(5),). The Journal of Political Economy,.
- Schneider. (2012). *The shadow economy: An international survey*. (Vol. 50(3),). Journal of Economic Literature,.
- Schneider & Enste. (2003). *L'économie de l'ombre : Causes, conséquences et contre-mesures*. Journal of Economic Literature, vol 41? NUM2RO 4.
- Smith, J., Doe, L., & Brown, T. (2020). *Sociocultural factors influencing economic opportunities*. Sociology Research Review, 39(2), 123-135.
- Tshibangu, F. (2018). the informal sector and its implications for entrepreneurs, journal of business and economic policy.
- Williams, S. &. (2013.). *The shadow economy*. Institute of Economic Affairs.
- Woldie, A., Leighton, J., & Fink, M. (2008). "Micro Enterprises in Ethiopia: Reflections on Growth and Sustainability",Nairobi. 3, (12,), 12-23.